



Table de concertation des intervenants en soutien communautaire en habitation de l'Outaouais

Rencontre 22

Atelier sur le logement et la santé

Date : **Le mercredi 1^{er} novembre 2017**

Heure : **13h-16h**

Lieu : **Les Œuvres Isidore Ostiguy, 95 Lois, Gatineau, QC, J8Y 3R5**

Invités : **Roger Blanchette et Grâce Akpoboua, consultants communautaires**

La prochaine table de concertation portera sur le logement et la santé. Plus spécifiquement, il sera question de dresser un regard historique sur le logement abordable et accessible en Outaouais en vue de mieux comprendre les enjeux, notamment sur les populations vulnérables. Il s'agira également de mettre en valeur la contribution du milieu communautaire dans la reconnaissance du logement comme déterminant social de la santé.

Nombre de participants : 10

Contenu :

- Avis de convocation
- Ordre du jour

La Table de concertation des intervenants en soutien communautaire en habitation de l'Outaouais

Avis de convocation

Date : Le mercredi 1^{er} novembre 2017

Heure : 13h-16h

Lieu: Les Œuvres Isidore Ostiguy, 95 Lois, Gatineau, QC, J8Y 3R5

Chers intervenants, chères intervenantes,

Vous êtes invité(e)s à participer à la prochaine table de concertation qui aura lieu le **mercredi 1^{er} novembre 2017, de 13h à 16h aux Œuvres Isidore Ostiguy, 95 Lois. Roger Blanchette et Grâce Akpoboua, consultants communautaires**, ont accepté d'animer un atelier sur le logement et la santé. La première partie de la présentation portera essentiellement sur des concepts clés et sur l'historique du logement abordable et accessible en Outaouais, alors qu'à la deuxième partie, il s'agira de discuter des enjeux émergents et actuels et de la contribution du communautaire.

Proposition d'ordre du jour

Mot de bienvenue, et brève présentation du Forum des résidents, locataires et intervenants en logement social et communautaire

DÉTERMINANTS SOCIAUX DE LA SANTÉ ET DU LOGEMENT

Définitions et dynamiques :

- Pauvreté et logement
- Santé des populations vulnérables et logement
- Cas et exemples contextuels

HISTOIRE DU LOGEMENT ABORDABLE ET ACCESSIBLE EN OUTAOUAIS

- Origines et dynamiques du logement abordable
- Cadres de référence et Interventions nationales, provinciales et locales
- Politiques du Logement abordable au Québec et en Outaouais
- Politiques de santé publique en matière de logement

Meilleures salutations!

Johanne Gadbois

Intervenante communautaire

GRT-ROHSCO

819-205-3485 poste 34

soutien.org@rohsco.com

<http://rohsco.rqoh.com/>

La Table de concertation des intervenants en soutien communautaire en habitation de l'Outaouais

Avis de convocation

Date de la rencontre : Le mercredi 1^{er} novembre 2017

Lieu de la rencontre : Les Œuvres Isidore Ostiguy, 95 Lois, Gatineau, QC, J8Y 3R5

Invités : Roger Blanchette et Grâce Akpoboua, consultants communautaires

Étaient présent :

Prénoms et noms	Organismes
Myriam Quimpère	Association des neurotraumatisés de l'Outaouais
Katherine Gauthier	Office municipal d'habitation de Gatineau
Vanessa-Ann Hagggar	Service d'aide à la recherche de logement
Mégane Duclos	Belvédère Vallée jeunesse
Natasha Rancourt Payant	Belvédère Vallée jeunesse
Lei Zhou	Les Œuvres Isidore Ostiguy
Danny Lyrette	Centre Inter-Section
Grâce Akpoboua	Consultante communautaire
Roger Blanchette	Consultant communautaire
Johanne Gadbois	ROHSCO

Début de la séance : 13h

Brève présentation du Forum des résidents, locataires et intervenants en logement social et communautaire

Une brève présentation du Forum des résidents, locataires et intervenants en logement social et communautaire a eu lieu afin d'inviter les intervenants et leurs personnes aidées à cette journée du 22 novembre 2017, à l'intention de la journée nationale du logement. Les rencontres du comité organisateur se sont échelonnées, jusqu'ici, du 8 septembre 2016 au 18 octobre 2017 et ont réuni 28 participants de 13 organismes différents. D'autres rencontres sont prévues dans les semaines à venir. Au cours de la période estivale, les locataires ont été consultés. Les visites se sont déroulées dans 10 projets d'habitation répartis dans 7 organismes différents.

Les différents organismes ont été invités à participer à la cuisine collective organisée pour les repas offerts au Forum des résidents, locataires et intervenants. Les dates présentées étaient dimanche 19 novembre (14h), lundi 20 novembre (17h) et mardi 21

novembre (17h). Une entente avec le Gîte Ami a eu lieu pour entreposer la nourriture dans leur chambre froide. **Prendre note que la cuisine collective a été annulée le vendredi 17 novembre 2017. Une journée BBQ a été mise en place.**

Une affiche du Forum conçue par une locataire a été présentée aux intervenants de cette table. Ceux-ci nous ont fortement recommandé de corriger les fautes de français avant de la diffuser aux organismes. Étant donné que l’affiche a été créée sur un grand carton de couleur, et non dans un fichier électronique et qu’elle a été photographiée après sa conception, il a été plus simple de ne pas l’inclure dans les invitations.

Déterminants sociaux de la santé et du logement¹

Définitions et dynamiques : Pauvreté et logement

Il s’agit de prendre conscience que l’amélioration des politiques liées aux logements de qualité pour tous constitue un déterminant social de la santé. La Charte d’Ottawa de 1986 priorise la prévention par l’action intersectorielle. Plusieurs conditions doivent être mises en place pour en arriver à atteindre l’égalité en matière de santé. Afin d’aller au-delà de la survie, la paix est un élément aussi essentiel que le sont l’abri, la nourriture ou le revenu. Plusieurs facteurs politiques, économiques, sociaux, culturels, environnementaux, comportementaux et biologiques interfèrent en faveur ou en défaveur de la santé. Afin de réduire l’écart en santé et pour que les personnes réalisent pleinement le potentiel, mais aussi pour en arriver à faire des choix santé, plusieurs ressources doivent être mises à contribution : soutien, informations, prise en charge organisationnelle des déterminants sociaux de la santé. La promotion de la santé nécessite une action concertée impliquant : les gouvernements, les intervenants en santé et des services sociaux, les secteurs économiques, les bénévoles, les instances régionales et locales, la diffusion médiatique, etc.

La promotion de la santé est un processus qui permet aux populations d’avoir un plus grand contrôle sur leur état de santé. Un individu ou un groupe peut réaliser ses ambitions et répondre à ses besoins tout en s’adaptant à son milieu. La santé est une ressource qui favorise le bien-être et est influencée par les modes de vie adoptés. Les déterminants sociaux de la santé doivent être compris par les approches écologique et holistique. Ils comprennent les caractéristiques individuelles, mais ne se limitent pas aux soins médicaux, ils interfèrent avec les différents milieux de vie fréquentés par les

¹ Ce résumé est basé sur le document présenté oralement le 1^{er} novembre 2017.

personnes ou les familles comme le logement, les écoles et le voisinage; les systèmes organisationnels, dont la santé et les services sociaux, l'employabilité, les systèmes d'éducation et de la petite enfance; ainsi que les différents contextes politiques, législatifs, économiques, sociaux et culturels, etc.

Santé des populations vulnérables et logement

Les inégalités sociales amènent les personnes à être particulièrement à risque de sentir le stress de l'insécurité alimentaire, d'avoir des conditions de vie précaires dont l'instabilité d'emploi et en logement. Plusieurs ménages doivent déboursier plus de 80% de leur revenu au paiement de leur loyer, ce qui signifie que le reste des besoins primordiaux ne sont pas répondus. Cette situation prédispose au basculement vers l'itinérance. En ce sens, le manque de logement abordable est étroitement lié avec l'augmentation de la mortalité et la réduction de l'espérance de vie. Il peut arriver que les locataires et leurs enfants soient exposés à l'insalubrité de leur logement. Les conditions d'habitat sont souvent confrontés à l'humidité et la moisissure, ce qui prédisposent les occupants à développer une maladie pulmonaire. Les nouvelles politiques doivent inclure l'implication citoyenne dans le changement de leurs conditions d'existence, mais aussi un plan d'aménagement urbain.

Cas et exemples contextuels

Les conditions d'existence des personnes autochtones ont permises d'animer la discussion. Selon l'étude citée, en 2012, la moitié, soit 49% des premières nations mentionnaient avoir une bonne santé comparativement à 62% pour la population générale. Plusieurs problématiques sont vécues au sein des communautés autochtones, dont la difficulté à se procurer de l'eau potable, la violence, mais aussi les abus divers occasionnés par les pensionnats. Le sentiment d'appartenance identitaire est parfois caché, voire moins valorisé par les personnes interpellées. Le documentaire social, *Le peuple invisible* de Richard Desjardins, vise à dénoncer les conditions d'existence de la communauté algonquine du Québec.

Histoire du logement abordable et accessible en Outaouais²

L'amélioration de la qualité des logements est d'abord une question politique. Le logement abordable et accessible n'est pas une préoccupation récente, cette question revient dans différentes périodes de l'histoire. Au cours de la crise de 1929, le gouvernement, à l'origine de la SCHL, s'est intéressé au logement. À cette époque, le but n'était pas de fournir du logement social aux gens, mais de fournir des prêts pour payer les manques au loyer des prêteurs. Rappelons que la crise de 1929 a eu des conséquences sur la ville de Hull qui était surtout une ville ouvrière et industrielle. Les propriétaires vidaient les maisons et mettaient les meubles et les objets à la rue. Les ménages n'avaient pas les moyens d'acheter du bois pour chauffer leur maison.

La particularité de l'histoire de l'Outaouais est que la région est « mono-industrielle », c'est-à-dire qu'elle était dirigée essentiellement par une seule industrie, répartie en deux ou trois entreprises. Les terrains n'étaient pas à vendre, mais à louer. Cette configuration avait pour but d'augmenter le profit des propriétaires. Les maisons étaient construites sur des terrains étroits. Les locataires pour leur part avaient de très bas salaires, ils étaient donc à risque lors des fluctuations du marché ou lorsque l'usine fermait pour une période indéterminée. Lorsque les locataires n'étaient plus en moyen de payer leur maison, elle était saisie. Ces maisons de bois occasionnaient d'autres problématiques, notamment les risques d'incendie. L'incendie le plus connu est le Grand feu du 26 avril 1900. Rappelons qu'au cours de cette période, il n'y avait pas de services d'incendie. De plus, les ouvriers devaient arroser la maison en pierre du patron pendant que leur maison de bois brûlait. Environ 50% des ménages se sont retrouvés à la rue. La ville de Hull devait être reconstruite pratiquement au complet. Ce désastre a engendré le 1^{er} mouvement d'entraide et de solidarité internationale pour épauler les citoyens de Hull.

Pendant que l'ensemble du Canada s'enrichissait des retombées industrielles de la Seconde Guerre mondiale en fournissant, notamment, des armes et des uniformes, l'Outaouais connaissait une régression économique. En effet, les dirigeants industriels, dont E.B. Eddy, n'avaient pas investi dans certains types d'usines et empêchaient les autres propriétaires de venir s'installer dans la région. Le modèle « mono-industriel » faisait en sorte que les dirigeants décidaient des politiques en place et s'intéressaient très peu aux conditions d'existence de leurs citoyens confrontés à la pauvreté, la maladie, la faible scolarisation et le haut taux d'analphabétisme. Des résidents de Hull

² Ce résumé s'inspire de la présentation faite oralement le 1^{er} novembre 2017.

habitaient dans des bidonvilles faute de moyens pour trouver mieux. L'absence d'infrastructure sanitaire, scolaire et de santé rendait l'environnement propice aux maladies en plus d'accentuer le cercle vicieux des différentes formes de pauvreté. En plus des difficultés liées à ce mode de vie, les policiers avaient comme directive de démanteler les bidonvilles. À Hull, le gouvernement a financé des « maisons de guerre » au cours de la Seconde Guerre mondiale. Ces habitations aussi nommées *Wartime* ont été construites à l'intention des ouvriers. Aujourd'hui, ces maisons sont maintenant rénovées et accueillantes pour y habiter. Après la Seconde Guerre, les problèmes de logement ont été en partie occasionnés par l'exode rural. C'est au cours de cette période que la ville de Hull a commencé à s'urbaniser.

C'est dans le contexte de la montée du nationalisme au Québec vers la fin des années 1960, alors que Pierre Eliot Trudeau était premier ministre du Canada, que les expropriations massives des résidents de l'Île de Hull se sont amorcées en vue d'y construire des bureaux fédéraux, de nouvelles routes et d'y implanter la Commission de la capitale nationale (CCN). En sommes, plus de 5000 ménages ont été expropriés du Vieux-Hull sans recevoir en retour des compensations suffisantes. Cette vague a amené la montée des groupes populaires. Roger Poirier qui était très actif dans les groupes citoyens est aussi l'auteur de *Qui a volé la rue principale?* Plusieurs citoyens expropriés se sont retrouvés sur l'aide sociale parce que leur logement et leur travail ont été démolis. À l'inverse, les entrepreneurs se sont enrichis parce qu'ils ont pu acheter des maisons à des prix avantageux.

Le désengagement du gouvernement fédéral des années 1980 a amené les provinces à se décharger sur les municipalités. Les différentes politiques développées à travers l'histoire ont surtout avantagé et protégées les propriétaires notamment par que les constructions résidentielles des constructeurs sont rentables. L'intérêt porté envers les droits des locataires est très récent. Au cours des années 1970, le gouvernement du Québec va s'intéresser aux locataires en développant des Habitations à loyer modique (HLM) et des coopératives d'habitation. Dorénavant, les locataires à faible revenu peuvent déboursier 25% de leur revenu pour le prix du loyer. Les HLM construits par la ville ne couvrent pas l'ensemble des besoins de la région. C'est dans cette optique que le programme provincial AccèsLogis Québec a été développé. Bien que les conditions d'admission de ces volets soient limitées, un plus grand nombre d'organismes auraient intérêt à bénéficier de ces subventions. L'Outaouais est aussi la région où se développe le plus grand nombre de coopératives pour contrer les problèmes de logement, un modèle qui mériterait d'être revalorisé. Par ailleurs, bien que le cégep de l'Outaouais à

Hull ait été un des premiers cégeps à être construit, il n'offre pas de résidences accessibles pour les étudiants contrairement à d'autres cégeps régionaux.

À Gatineau, les statistiques démontrent que les salaires et la scolarisation sont plus élevés que dans l'ensemble du Québec, alors que le taux de chômage de Gatineau est moins élevé qu'à bien d'autres endroits. L'enjeu est que les statistiques sont basées sur le revenu moyen des ménages et qu'un bon nombre de citoyens de Gatineau ont de bonnes conditions de travail dans la fonction publique. Ces statistiques qui servent d'arguments gouvernementaux cachent la réalité de la région. Rappelons que le Pontiac est l'un des territoires les plus pauvres du Québec. Alors que le prix des logements est plus cher qu'ailleurs au Québec, un très haut taux des ménages de la région dépensent plus de 50% de leur revenu au logement. Plusieurs ne peuvent donc pas se permettre de payer le loyer médian au prix du marché, faute de moyens financiers, en plus d'éprouver des difficultés à combler les autres besoins essentiels. En Outaouais, François Roy de Logemen'Occupe défend cette idée que le loyer locatif de Gatineau est plus dispendieux par rapport au reste du Québec. Des mémoires ont été déposés, notamment avec le FRAPRU, pour accroître la qualité de vie en logement.